

TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie

.1,50 fr.

N° ~~33~~ 34

15 sept. - 15 oct. 1979

ALGERIE

LUTTE CONTRE LES
« FLÉAUX SOCIAUX »

*l'impasse du
nationalisme
kurde*

LE VRAI FLEAU,

Nicaragua :

C'EST LA BOURGEOISIE !

**CONTRE SOMOZA
ET CONTRE LES
SANDINISTES !**

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor ; 5ème.
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4ème.
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 5ème.
 L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY.
 Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.
 Librairie Quotidienne : 5 rue du Félibre-Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.
 Librairie LIRE : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,
S'ADRESSER A :

T.I.L.
 29 rue Descartes
 75005. PARIS.
 (Ne spécifier que T.I.L.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 32 Fr l'année, en timbres postes
(16 Fr de mensuel + 16 Fr de frais
d'envoi).
- Pour l'étranger, écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE
POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES.

SOMMAIRE

ALGERIE

- p 3,4 : Campagne d'"assainissement" : le vrai fléau, c'est la bourgeoisie !
 p 5,6,7,7bis : GCR : L'impasse du trotskysme.

FRANCE

- p 8,9,10,11 : Sonacotra : Où en est la grève ?
 p 12,13 : Cherbourg : Contre les CRS, autodéfense ouvrière !

INTERNATIONAL

- p 14,15,16 : Nicaragua : Contre Somoza, contre les Sandinistes !
 p 17,18,19 : Iran : l'impasse du nationalisme Kurde.

Dernière page : QUI SOMMES-NOUS ?

ALGERIE Le vrai fléau, c'est la bourgeoisie ! (suite).

Début septembre, était déclenchée à Alger une vaste campagne pour lutter contre la délinquance et la malpropreté dans la ville. Cette campagne devait s'étendre aux villes d'Oran, de Constantine, etc., les jours suivants.

De même, la presse gouvernementale annonçait que les "bureaucrates corrompus" et le népotisme allaient être sévèrement combattus dans tout le pays. Bref, ce devait être un vaste coup de balai.

Pendant plus d'une semaine, on a vu un renforcement considérable des patrouilles dans les rues. La jeunesse inactive, des centaines de chômeurs se sont ainsi vus traqués, coursés et râflés par les flics, tabassés et arrêtés en grand nombre. Les premiers jours, ce furent près de 700 "vagabonds" qui furent mis en état d'arrestation. A ce rythme-là, toute la ville risquait d'y passer rapidement...

Les policiers, en uniforme bleu, avec leurs chiens, se sont postés à tous les carrefours, ont "remis de l'ordre" dans les files aux arrêts d'autobus, à coups de matraque bien souvent, et en ont profité pour arrêter tous ceux qui leur semblaient suspects. Ils étaient en effet couverts par des "tribunaux de flagrants délits" qui ont condamné à tour de bras pendant cette période, et dans l'arbitraire le plus complet.

De même, des opérations démagogiques ponctuelles ont eu lieu, comme d'appeler la population à laver les rues d'Alger à grande eau, de condamner les "délits de décharge publique", etc... Le gouvernement enfin, est allé jusque dans ses propres rangs, à grand renfort de publicité, rechercher ceux qui se livrent au "trafic d'influence", à la corruption, etc..

Alors, pourquoi cette soudaine campagne d'"assainissement" ?

Il est sûr que les rues d'Alger ne sont pas toujours sûres la nuit. Ceci dit, la délinquance est le produit même de la société capitaliste en Algérie, et la conséquence inévitable de la misère et du chômage endémiques qui y règnent, ainsi que du manque dramatique de logements.

Il est donc bien évident que le gouvernement ne croyait pas liquider ce problème en quelques jours à coups de matraques ! Cette opération en fait a des raisons totalement différentes, dont trois principales :

. C'est d'abord une importante action démagogique, destinée à rénover l'image de marque du régime. Le gouvernement Chadli veut en effet donner l'impression qu'il est capable de balayer dans sa propre maison, ainsi qu'à l'extérieur, et qu'il est encore un régime fort.

. Ensuite, cette vague de répression est destinée à prévenir toute envie des travailleurs de faire des grèves ou des manifestations inopinées, à faire trinquer tous ceux qui parmi les classes laborieuses n'arrivent à vivre que par le vol, et à faire passer l'envie aux milliers de chômeurs de se révolter.

Car ne nous y trompons pas : dans ce genre d'opérations "coups de poing", ce ne sont jamais les gros bonnets, les spéculateurs professionnels ou les chefs du "milieu" qui patissent, mais bien plutôt les gens miséreux qui sont tenus de monter toutes sortes d'affaires, du chapardage au marché noir, pour survivre.

.../...

GCR

L'impasse du trotskysme

Nous publions ici un texte qui se rapporte au GCR (Groupe Communiste Révolutionnaire d'Algérie). Le GCR est un groupe sympathisant de la Quatrième Internationale trotskyste, qui elle compte plusieurs dizaines de sections à travers le monde.

Le GCR a entamé depuis un certains temps un travail théorique de définition. Il a publié un petit nombre de brochures (Et-Talia).

Nous pensons quant à nous qu'il appartient à un courant qui ne défend pas réellement les intérêts des travailleurs. Ce texte devrait contribuer à préciser quelques unes de nos divergences avec le courant trotskyste.

" Dans le texte qui suit, nous citons tout d'abord très rapidement les principales divergences qui nous séparent. Ensuite, nous développons 3 axes auxquels nous proposerions de limiter le débat, dans un premier temps :

- les nationalisations : étatisation et planification = révolution ?
- Les trotskystes devraient considérer que l'Etat algérien est ouvrier.
- La lutte du GCR contre toute politique d'"Infitaah".

Les principales divergences qui nous séparent d'avec le GCR :

Pour nous, l'URSS et les Etats dits de démocratie populaire sont des Etats bourgeois. La défense de l'URSS en cas de guerre place les trotskystes dans une position de soutien à un des plus puissants bloc impérialiste aujourd'hui.

Nous pensons que le programme de transition ne peut pas servir aux révolutionnaires aujourd'hui comme en 1938, au moment de sa rédaction par Trotsky. Nous ne remettons pas pour autant en cause la mise au point par les révolutionnaires d'une série de revendications transitoires en période pré-révolutionnaire.

L'application à la lettre de la thèse n° 2 de la "Révolution Permanente" telle qu'elle fut systématisée par Trotsky après la révolution russe, et qui prétend que les tâches démocratiques ne pourront être réalisées que par la dictature du prolétariat (thèse qui a été infirmée par le cours récent des luttes de libération nationale d'après-guerre), a amené le mouvement trotskyste dans son ensemble (à part de rares exceptions) à faire preuve

.../...

du plus grand suivisme à l'égard des directions nationalistes bourgeoises des mouvements de libération nationale. La participation des Pablistes (issus de la Quatrième Internationale) au gouvernement de Ben Bella est un exemple amer du danger de cette tactique.

. Nous pensons que l'intégration croissante des syndicats à l'appareil d'Etat bourgeois ne permet plus aux révolutionnaires d'en briguer la direction au profit des classes laborieuses. Les syndicats n'ont plus pour fonction aujourd'hui que l'encadrement de la classe ouvrière au profit du système capitaliste. La classe ouvrière devra donc détruire les syndicats. Cela n'empêche pas les révolutionnaires de militer dans des sections syndicales qui attirent de nombreux travailleurs combattifs.

- Qu'est-ce que les nationalisations ?

De nombreuses organisations affiliées à la Quatrième Internationale mettent en avant principalement les revendications de nationalisation "sous contrôle ouvrier" des secteurs clés de l'économie. Quand on sait que le PCF et les organisations syndicales présentent les nationalisations comme un acquis pour les travailleurs, lorsqu'on sait qu'elles parlent de prendre leurs responsabilités dans les sociétés nationalisées (et on sait ce que cela signifie pour la classe ouvrière), - il suffit de voir les exemples de l'Angleterre et de l'Italie aujourd'hui), il faut s'interroger sur le caractère pénéfique des nationalisations.

Pour nous, la nationalisation sous l'Etat bourgeois n'est ni plus ni moins qu'une mesure de réorganisation de l'économie capitaliste. Cela entraîne la centralisation des capitaux et peut aussi entraîner une centralisation de l'industrie avec la constructions de complexes industriels plus grands, etc... L'étatisation de l'économie est d'ailleurs une tendance du capitalisme qui s'exprime de manière plus poussée depuis la seconde guerre mondiale.

Le principal théoricien de la Quatrième Internationale, Ernest Mandel, a reconnu l'affirmation de cette tendance pour l'après-guerre dans ses livres.

La nationalisation n'est rien d'autre que la prise en charge par l'Etat des secteurs dont la rentabilité va décroissante ou de ceux qui exigent de forts investissements en capitaux. Dans les pays sous-développés économiquement, l'Etat n'agit qu'en tant que le "comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière" (Marx), lorsqu'il nationalise les "secteurs clés" de l'économie.

L'étatisation apparait ainsi comme un moyen de contrer la baisse du taux de profit. En général, l'étatisation de l'économie est une solution de survie du capital. C'est ainsi que s'explique l'existence de régimes à économie planifiée et étatisée sur plus du tiers de la planète. Quant à Frank, dans son introduction de 1967 au programme de transition, il parle du tiers de la planète qui échappe à l'économie capitaliste : ce n'est pas étonnant. Notre conception, on le voit, est opposée à celle de Trotsky et de ses disciples en la matière, qui affirment que : " Les mesures partielles d'intervention de l'Etat et de nationalisation différent en réalité de l'économie étatisée et planifiée comme les réformes différent de la révolution " (Trotsky). (Nous soulignons).

.../...

Nous considérons pour les mêmes raisons que nous venons de souligner que l'étatisation de l'économie, la planification et le monopole du commerce extérieur ne suffisent pas à définir un Etat comme ouvrier. Pour nous, dès que le prolétariat a perdu le pouvoir politique, il a perdu tous les pouvoirs et particulièrement "le pouvoir économique". Nous rejetons donc toute revendication des révolutionnaires de nationalisation sous l'Etat bourgeois, et nous affirmons que le premier pas vers le socialisme ne peut s'effectuer que par la destruction de l'Etat bourgeois.

- Les trotskystes devraient considérer l'Etat algérien comme ouvrier...

A notre avis, les trotskystes contredisent leur théorie de l'Etat ouvrier lorsqu'ils caractérisent l'Etat algérien de bourgeois. Trotsky dit en effet dans la "Révolution Trahie" : "La nationalisation du sol, des moyens de production, des transports et des échanges, et aussi le monopole du commerce extérieur, forment les bases de la société soviétique. Et cet acquis de la révolution prolétarienne définit à nos yeux l'URSS comme un Etat ouvrier".

Or, ce propos que nous pouvons résumer à : propriété d'Etat, planification, monopole du commerce extérieur = Etat ouvrier, s'appliquent à l'Algérie.

Une comparaison entre l'état de la planification, de la propriété privée et du monopole du commerce extérieur en Algérie et en Yougoslavie, montre d'une part que les conditions émises plus haut par Trotsky sont satisfaites dans ces deux pays ; et d'autre part que ces soi-disant "acquis" sont pourrait-on dire, plus solides en Algérie (nationalisations croissantes, planification impérative, renforcement du monopole du commerce extérieur) qu'en Yougoslavie où au cours des réformes de 1950 et 1965, les entreprises ont bénéficié de beaucoup plus d'autonomie pour déterminer les salaires et les prix, et ont pu garder 70 % de leurs produits au lieu de 50 % auparavant.

Donc, ou bien la méthode théorique de l'Etat ouvrier est fautive, ou bien l'Etat algérien est... ouvrier !

Pour appuyer ce que nous venons de montrer, rappelons la position de la Quatrième Internationale au moment de l'indépendance en 1962, considérant l'Algérie comme un Etat non capitaliste ! Le revirement qui ne se produira que quelques années plus tard est révélateur du désarroi dans lequel leur théorie de l'Etat ouvrier place les trotskystes.

- La lutte du GCR contre toute politique d'"Infatih" : défendre les travailleurs ou soutenir le capitalisme d'Etat ?

Mais, même si le GCR considère aujourd'hui que l'Etat algérien est un Etat bourgeois, il ne pense pas moins que l'étatisation bourgeoise de l'économie est un acquis pour les travailleurs, puisqu'il affirme dans sa déclaration du 8 janvier 1979 qu'il est un adversaire résolu de toute politique d'"Infatih".

Quel acquis représente cette étatisation pour les travailleurs ? La garantie de l'emploi ? C'est une fiction en Algérie où le "statut du travailleur" autorise, ou plutôt légalise les licenciements collectifs ; où les clauses disciplinaires dans le travail sont tellement nombreuses et peu précises

.../...

qu'elles autorisent toute mesure arbitraire ; où contrairement au secteur privé le droit de grève n'est pas accordé. Les salaires ? Il est bien connu que pour des raisons de concurrence les propriétaires privés en Algérie paient en général des salaires plus hauts que les sociétés nationales, à l'exception des principales : SNS, Sonatrach.

Cette position amènerait certainement le GCR à lutter contre la privatisation de la Sonelgaz (par exemple), comme la LCR lutte contre la privatisation des PTT. Nous considérons qu'une telle position revient à détourner l'attention des travailleurs vers des réformes dont ils n'ont rien à attendre. Il ne ferait que répéter, peut-être sous des formes différentes, les slogans politiques des contre-révolutionnaires du PAGS, qui, représentants du capitalisme d'Etat, sont aussi les adversaires résolus de toute politique d'Infatih.

Alors, défendre les intérêts réels des travailleurs, et lutter pour la destruction de l'Etat bourgeois, ou soutenir le capitalisme d'Etat ?

Note : Nous pensons d'ailleurs que c'est pour avoir mal compris la nature des nationalisations sous l'Etat bourgeois, que le GCR affirme dans sa déclaration : "...A l'ombre des sociétés nationales et des monopoles étatiques la bourgeoisie (algérienne) connaissait un essor fulgurant...". "A l'ombre." le GCR parle-t-il de la bourgeoisie privée principalement ? C'est ce qu'il nous semble puisqu'il continue ainsi : "Aussi bien les prêts de l'Etat et les détournements que la stratégie de Boumédiène dans son ensemble favorisaient les milliers d'entreprises privées du bâtiment et les centaines d'usines textiles, sans parler des secteurs parasitaires".

Cette conclusion qui semble vouloir montrer que la bourgeoisie privée a connu un essor important, nous semble pour le moins étrange dans un pays qui a vu le secteur d'Etat se développer et s'imposer largement dans les secteurs fondamentaux de l'économie depuis 1966 et particulièrement aux environs de 1971. Il cède ainsi au mythe trotskyste qui consiste à croire que l'Etat bourgeois ne repose que sur la propriété privée individuelle.

IMMIGRATION

LUTTE DES FOYERS

la répression continue

Septembre, c'est la "rentrée", le retour des vacances pour des centaines de milliers d'ouvriers de France. Mais l'Etat, lui, ne chôme pas. Témoin entre autres, la répression sans précédent qui s'est abattue sur les grévistes des foyers, en lutte depuis plus de quatre ans.

Il ne passe pas une semaine sans que des nouvelles d'expulsions de dizaines et centaines de résidents grévistes nous parviennent. A Strasbourg, Nancy, Metz, Dijon, Garges-les-Gonesses, Argenteuil, Aulnay sous Bois, et en bien d'autres départements des expulsions massives ont été exécutées par, à chaque reprise, des centaines voire un millier de C.R.S. L'heure préférée pour les "rafles" (qui ne manquent pas de nous rappeler les périodes les plus noires de la colonisation ou celles de la contre-révolution) : à l'aube, entre 5 h et 6 h 30, lorsque la majorité des ouvriers se reposent encore, ou bien entre 8 h et 9 h quand il ne reste que quelques personnes dans le foyer, qui bien évidemment ne peuvent pas se défendre.

En juillet 1979 on pouvait dénombrer environ 1200 expulsions effectuées par voie légale ! Il va sans dire qu'avec les manoeuvres et intimidations des gérants, de la police et de l'administration, qui se multiplient les expulsions déguisées existent et sont nombreuses !

La SONACOTRA a montré sa détermination de briser la grève en annonçant (Pierre Bon, directeur de la SONACOTRA, le 6 septembre) que 2 000 expulsions seront effectuées "d'ici à décembre 1979". Au total les tribunaux se sont prononcés pour l'expulsion de plus de 5 000 grévistes !

La répression directe des résidents par l'administration et les forces de police, en leur nom propre, elle aussi s'accroît. Récemment, 100 policiers inspecteurs et leur "suite" (journalistes réactionnaires, médecins pour constater l'état sanitaire des lieux, etc...) ont encerclé le camp de Garges-les-Gonesses et y ont procédé à une fouille minutieuse. Il est probable que leur conclusion qu'un "bidonville" se construit à Garges, est un prétexte pour chasser les ouvriers grévistes du camp. A Romain-Rolland (St Denis), 12 ouvriers ont été convoqués par la police pour "témoignage" au sujet de tracts distribués par le comité de résident. Un délégué du Comité de Coordination des Foyers en Lutte, Archid Kamouté,

.../...

risque l'expulsion de France. Dans le cadre de sa défense, un meeting est organisé à Créteil, le 24 septembre 1979.

La "gauche" et l'extrême-gauche.

Face à cela, il fallait s'en douter, les PC, PS, CGT et CFDT ont fait des pieds et des mains pour briser toute velléité de combat unitaire chez les grévistes, pour les démoraliser. Sans qu'on puisse dire encore que les bureaucraties syndicales "ont mis le paquet" pour briser ce mouvement, elles semblent se préoccuper plus de cette lutte qui a pris, contrairement à ce qu'elles espéraient, une ampleur et une importance inattendues.

Les bureaucrates des Unions Départementales et Locales CFDT, et CGT surtout, tentent constamment de pousser les résidents à reprendre les paiements. Cette tentative peut revêtir des formes plus subtiles. Les bureaucrates de la région fournissent du matériel, organisent des réunions, se donnent un air combatif, qui malheureusement trompe des grévistes. Il leur suffira dans bien des cas, de balayer les éléments les plus combattifs, dès qu'ils ne sont plus soutenus et suivis par les travailleurs un peu démoralisés.

La SONACOTRA annonce que 13 foyers ont repris les paiements et signé des protocoles d'accord où les résidents s'engagent à payer les loyers et arriérées. Trois protocoles d'accord ont été contre-signés par les municipalités (souvent de gauche. Exemple : Montreuil) quatre avec la CGT, et un avec la CFDT.

La division des travailleurs, le sabotage de leurs luttes ; voilà ce que les bureaucraties syndicales appellent " la défense des intérêts de la classe ouvrière " !

Nous ne mettons pas travailleurs et bureaucrates dans le même sac en parlant du sabotage des partis et syndicats de gauche. De nombreux travailleurs qui ont compris le rôle de leur parti, comme à Garges-les-Gonesses, ont apporté un soutien ferme et résolu aux résidents. De cette solidarité, bien sur, nous nous réjouissons.

Inutile de souligner que les Amicales algérienne et marocaine, celles qui se sont le plus distinguées dans leurs manoeuvres contre les travailleurs immigrés, n'ont cessé d'exhorter les grévistes à mettre fin à leur lutte.

Les travailleurs devraient, selon elles, travailler et non faire de la politique.

Dans ce concert organisé de répression contre les résidents, la presque totalité de l'extrême-gauche française (à part de rares petites organisations qui ont réellement manifesté leur solidarité), qui pourtant est forte de milliers de militants a montré une fois de plus qu'elle faillissait aux règles élémentaires de l'internationalisme :

A part quelques dizaines de militants lors des manifestations Sonacotra, quelques individus qui participent aux comités de soutien, souvent par initiative personnelle, la publication de quelques articles par-ci, par-là sur la lutte des

.../...

foyers, l'extrême-gauche a été fondamentalement absente !

Où en est la lutte ?

- La Sonacotra affirme que les grévistes au nombre de 17 000 en octobre 1978 ne seraient plus que 10 000 environ en septembre 1979. 71 foyers seulement contre 89 en juillet 1978 seraient "en situation de blocage", c'est-à-dire que les paiements y seraient inférieurs à 80 % des recettes normales. Le Comité de Coordination affirmerait que 15 000 résidents persistent dans la grève. A notre connaissance, il n'a pas officiellement avancé un chiffre pour les foyers encore en lutte.

Une chose est certaine : la lutte s'effrite à vive allure. Avec les coups qui lui ont été portés, cela n'est pas étonnant. Il est difficile de donner des chiffres exacts. On peut seulement remarquer que les manifestations, portes-ouvertes, meetings se sont fait plus rares ces derniers mois, et surtout qu'ils ont mobilisés très peu de travailleurs. Certaines manifestations ont été annulées faute de participants. Dans les foyers, nombreux sont les ouvriers qui reprennent les paiements, démoralisés.

Cette démobilisation, réelle, ne doit cependant pas nous faire voir les choses plus noires qu'elles ne sont.

Si on compare la réaction des travailleurs aujourd'hui à celle qui fut la leur au moment du reflux de la lutte en 1976, on peut constater que :

- La démobilisation s'effectue beaucoup moins rapidement. De 50 foyers en grève, il n'en restait plus qu'une dizaine en quelques mois, en 1976. Aujourd'hui, près d'une année est passée depuis que les menaces d'expulsions massives avaient été proférées ; plus de 6 mois qu'elles ont été mises à exécution. Pourtant 71 foyers sont encore en grève, si on admet les chiffres de la Sonacotra, certainement inférieurs aux chiffres réels.

Les travailleurs des foyers sont donc aujourd'hui dans l'ensemble plus combattifs.

- Ils sont aussi plus efficaces : quatre ans de lutte ont formés des militants, ouvriers du rang, dévoués à leur classe, quels que soient par ailleurs leurs erreurs ou défauts. Ce sont ces travailleurs qui effraient le plus la Sonacotra et l'Etat.

- La lutte des foyers a acquis une certaine popularité, si limitée soit-elle, surtout dans les rangs ouvriers immigrés, mais aussi un peu auprès des travailleurs français. Des contacts et des liens se sont noués avec quelques luttes : ainsi des meetings, etc... ont été organisés en commun avec des ouvriers de Lon wy.

En résumé, cette lutte aura servi avant tout à renforcer l'unité des travailleurs et leur conscience de classe. Cela est certain. Et même si elle est aujourd'hui en situation difficile, c'est un atout appréciable pour ses perspectives d'avenir.

Les perspectives de la lutte :

D'ores et déjà on peut affirmer que l'Etat français n'a pas atteint son objectif : briser la grève et la faire disparaître. Stoléru voulait en finir avec elle dès juin 1979 : il l'avait affirmé !

.../...

En septembre 1979, on peut constater que la lutte des foyers conserve un caractère de masse.

Les expulsions et les fermetures de foyers, principale arme du patronnat, sont en principe interdites par la loi en hiver, dès novembre. Il se rait naïf de croire que l'Etat respectera cette interdiction. Cependant la réaction des grévistes et des travailleurs français serait probablement plus forte si ces expulsions devaient se poursuivre sous les pluies de l'hiver. C'est un atout pour les grévistes. Mais il ne faudrait pas compter seulement sur cela.

C'est avant tout la popularisation de la lutte, ses liaisons avec les combats de la classe ouvrière en France qui pourraient offrir des perspectives au résidents en grève. Les meetings commun avec des ouvriers de Longwy, l'organisation de la défense d'un foyer de Longwy par les travailleurs et la population de la région, les tentatives de lier la lutte des foyers au combat dans les usines, sont des initiatives qu'il faut soutenir sans réserve et généraliser.

Pour cela, il faudra aussi que les éléments les plus clairvoyants parmi les grévistes cessent de chanter des louanges à l'"apolitisme". La bourgeoisie n'attenuera pas sa répression sur les travailleurs parce qu'ils arborent ce drapeau "apolitique". Elle ne s'y trompe pas. Ce drapeau déroute plutôt nos propres camarades. Ainsi ce sont nos rangs que nous touchons et affaiblissons, et non ceux de l'adversaire.

En attendant, la lutte continue...

Un meeting doit se tenir à Argenteuil, fin septembre

Un grand rassemblement contre les mesures Stoléru-Bonnet-Barre, le 29 septembre à Garges-les-Gonesses, au camp occupé par les résidents.

Le 22 septembre se tiendra une porte-ouverte au foyer de Champigny : 79, rue du Monument

Le 24 septembre à Créteil : un rassemblement contre l'expulsion de Archid Kamouté, délégué du Comité de Coordination.

Le 25 septembre à Bobigny plusieurs centaines de résidents comparaitront en justice pour expulsion.

A tous ces rassemblement il faudra être nombreux.

CHERBOURG

Contre les CRS,

auto défense ouvrière !

Le 15 septembre, de violents affrontements se sont produits à Cherbourg entre 2 à 3000 travailleurs qui manifestaient, et les CRS. Ces affrontements se produisaient à la suite de l'intervention des CRS dans une petite usine de fabrication d'instruments de chaufferie, comptant 60 ouvriers, pour évacuer les piquets de grève et récupérer les chaudières que les grévistes avaient saisies.

Les ouvriers étaient en grève depuis plus de trois mois. Le conflit s'était déclenché sur des questions de salaires et de qualification.

Dès qu'ils furent prévenus, les ouvriers des entreprises de la ville et même les employés municipaux d'ordinaire peu combatifs, quittèrent leur travail pour prêter main forte à la petite usine "Lardet-Badcok", filiale du groupe Fives-Lille. Ce furent ainsi plusieurs milliers de travailleurs qui s'empoignèrent avec les CRS, avec une rare violence, les journaux même l'ont reconnu. La population aurait approuvé chaleureusement la colère des ouvriers et leur réaction devant les attaques des CRS.

Les combats ont duré plus de 3 jours. Le point culminant fut le vendredi 14/09/79, puisqu'ils durèrent jusqu'à 2h 30.

C'est au cours des multiples manifestations qu'ils organisèrent, que les affrontements reprirent le deuxième jour, de plus belle, après une provocation des CRS. Le 3ème jour, la nouvelle qu'un ouvrier gréviste syndiqué CGT était jugé en procédure de flagrant-délit parce qu'il portait une fronde, déclencha la colère des travailleurs qui attaquèrent le palais de justice. L'administration recula et leur camarade fut libéré.

Ce ne sont pas les premiers affrontements entre ouvriers et forces de l'ordre qui se produisent en France ou même dans la région. Déjà à Caen, Nantes, Fos-sur-Mer, Rouen, et surtout à Denain et à Longwy, (où l'on avait assisté à de véritables émeutes ouvrières dans certains quartiers), de telles violences se sont produites. Ce qui est nouveau toutefois, c'est :

. la violence des conflits : au cours des affrontements, on a vu apparaître du côté des manifestants des "cocktails molotov" et des grenades à plâtre qu'utilise l'armée, en plus des traditionnels billes d'acier, boulons, caillasses, etc.. Bien qu'il n'y ait pas eu de bilan officiel, diverses informations sont concordantes pour dire qu'il y a eu 25 blessés chez les CRS et quelques-uns, mais très gravement (traumatisme crânien, etc..) chez les manifestants.

.../...

CHERBOURG

. La solidarité de la population et la présence de nombreux jeunes ouvriers. Les journaux parlent même de jeunes de 14 à 18 ans qui participaient aux combats. Pendant les trois jours d'affrontement, il y eut en permanence entre 300 et 400 participants du côté des civils (alors que Lardet-Badcok emploie, rappelons-le, seulement 60 ouvriers).

. Une emprise moins forte des syndicats sur la lutte : dès le déclenchement des affrontements, les syndicats ont nié toute responsabilité. Par ailleurs, ce ne sont pas, comme à l'habitude, la CGT ou la CFDT qui ont négocié avec le préfet de Chalon à Paris. C'est une délégation des ouvriers en grève qui s'en est chargée. Cette relative autonomie des grévistes par rapport aux syndicats est certainement le résultat de l'isolement dans lequel ils ont été mis. Alors que les ouvriers occupaient depuis plus de trois mois leur usine, les bureaucraties syndicales n'ont en effet pas tenté de faire baisser la tension qui s'accumulait, pensant certainement que les grèves et journées d'action bidon dans l'Arsenal au printemps dernier, avaient dispersé les travailleurs et calmé les esprits dans la région de Cherbourg.

Cependant, malgré la combativité et la colère extraordinaire des ouvriers de Lardet, il semble que leur lutte soit dans une impasse.

Leur seul moyen de pression, les chaudières dont ils s'étaient emparés, ont été évacuées au bout du compte.

Il n'en demeure pas moins que la situation demeure chargée à Cherbourg. On annonce qu'un cargo chargé de combustibles radio-actifs en provenance du Japon doit arriver à Cherbourg ces jours-ci, ainsi qu'un navire de la marine argentine. Il est possible que cela donne lieu à de nouveaux affrontements comme cela s'était passé lors du dernier déchargement de combustible nucléaire destiné à l'usine de la Hague.

INTERNATIONAL

NICARAGUA

Contre Somoza, contre les Sandinistes

Après l'Iran, le Nicaragua a connu un soulèvement de toute la population. Au Nicaragua, nous avons même assisté à une guerre civile, dont l'aboutissement fut la démission du dictateur sanguinaire Somoza. Aujourd'hui, c'est le Front de Libération Nationale Sandiniste qui est au pouvoir. (Le FLSN s'est ainsi dénommé à la mémoire de Sandino, nationaliste qui s'opposa aux troupes d'invasion américaines, dans les années trente).

Mais si le régime a changé, le sort qu'il réserve aux travailleurs, aux couches laborieuses, certainement pas.

Ce n'est pas sans raison que ce soulèvement, réprimé plus d'une fois dans le sang par le régime somoziste, s'est produit. La famille Somoza, exerçant sur la population une dictature implacable, régnait depuis 1930. Contrastant avec une misère inouïe des couches laborieuses du Nicaragua, Somoza possédait plus de la moitié des richesses du pays : la compagnie d'aviation nationale, la seule compagnie maritime, 20 % au moins des meilleures terres, du bétail, des distilleries de sucre, des cimenteries, etc... Sa fortune était évaluée, au Nicaragua seulement, à plus de 500 millions de dollars.

La garde nationale, son armée personnelle en quelque sorte, lui était dévouée corps et âme. Elle bénéficiait d'une position tout à fait privilégiée, accumulant à volonté les richesses, laissant libre court à ses caprices de tortionnaires à l'égard de la population, et étant profondément corrompue.

Dans un petit pays de 2 millions d'habitants, dont les deux tiers sont occupés par des travaux agricoles, cette centralisation des richesses et du pouvoir politique aux mains d'une caste corrompue, nous donne une idée de la misère que la population nicaraguéenne a du subir. Mais la détermination des travailleurs industriels et agricoles, et plus généralement, des couches pauvres de la population nicaraguéenne a été très importante. La guerre civile qui s'est massivement engagée au cours de l'année 1978, a fait des milliers et des milliers de victimes dans les rangs ouvriers et paysans, froidement abbatu par les valets armés de Somoza : dès après la première offensive du FLSN, en septembre, on dénombrait plus de 10 000 morts !

L'aviation bombardait des villes entières sous le prétexte de la lutte contre les éléments subversifs, les "Sandinistes", au point qu'une ville Estelli, fut complètement détruite. La seconde offensive qu'engagea le FLSN, suivi et même parfois devancé par les travailleurs et paysans pauvres, et qui aboutit cette fois-ci au renversement de Somoza, se solda en fin de compte

.../...

à plus de 15 000 morts (et même 40 000 ou 50 000 selon certaines sources), 100 000 personnes réfugiées dans la capitale Managua, après la destruction de leurs habitations par l'armée de l'air, 150 000 habitants forcés à une émigration vers le Honduras et le Costa Rica, pays frontaliers, et 60 % de l'infrastructure productive détruite.

Mais il faut constater que tous ces efforts, ces espoirs et sacrifices des travailleurs ont été en partie vains. Le FLNS, aujourd'hui installé au pouvoir, mène à bien ce qu'il appelle la reconstruction du pays, c'est-à-dire avant tout la remise au pas des classes laborieuses révoltées contre l'exploitation et la répression qu'elles subissaient.

Pour les révolutionnaires qui ont mis en garde les travailleurs contre le FLNS, cela n'est pas étonnant. L'objectif du FLNS n'a jamais été de lutter pour un pouvoir des travailleurs, seule solution pour faire disparaître l'exploitation des classes pauvres et dominées. Le patronat l'a d'ailleurs bien compris, qui en septembre 1978, appelait lui-même à la grève générale pour porter appui aux Sandinistes, et précipiter la chute de Somoza, même s'il redoutait un peu la guerre civile.

C'est d'ailleurs parce que Somoza, par son excessif pouvoir politique et économique, (Somoza fit même assassiner des dirigeants bourgeois modérés, et brûler la *renza*, journal bourgeois libéral), étouffait une grande partie de la bourgeoisie nicaraguëenne et l'empêchait de se développer, que celle-ci pris parti pour le FLNS, seule force bourgeoise crédible tant au niveau national qu'international.

Les Sandinistes reçurent rapidement le soutien des Etats d'Amérique Latine, dès qu'il fut clair que les jours de la dictature somoziste étaient comptés. Ces quelques indices permettaient de savoir que le but du FLNS n'était autre que de substituer un régime associant de plus larges couches de la bourgeoisie, permettant l'accession à la mangeoire gouvernementale à plus de privilégiés, à celui étouffant de la famille Somoza.

Dans cette lutte contre Somoza, la direction politique est revenue à la petite-bourgeoisie, dont le représentant notoire est le FLNS, et même à une fraction du patronat anti-somoziste. En effet, la direction du FLNS est exclusivement petite-bourgeoise et ne s'est bien sûr jamais fixée pour but la révolution socialiste et le pouvoir des ouvriers, mais l'expropriation de la caste ouvertement pro-US de Somoza.

Par ailleurs, le Gouvernement de Reconstruction Nationale est aujourd'hui composé d'une majorité de bourgeois libéraux ou propriétaires fonciers, comme la veuve Chamorro qui en est la dirigeante, ou Alfonso Robelo ou Sergio Ramirez.

Le but des Sandinistes est clair aujourd'hui, et comme l'a dit Whelock, responsable de l'armée "populaire" en parlant de la nature de la reconstruction nationale : "Nous avons passé des engagements formels avec la bourgeoisie démocratique, et nous entendons les respecter".

Quant aux couches pauvres, si elles ont été un facteur déterminant de la victoire contre Somoza, elles ne se sont pas organisées de manière autonome, les ouvriers à leur tête. Les milices populaires, les comités de quartier n'ont eu aucun rôle dans la direction politique.

Malgré ses liens avec la bourgeoisie libérale du Nicaragua, le Gouvernement de Reconstruction Nationale a cependant décrété des mesures

.../...

touchant à certaines couches de la bourgeoisie privée. Ainsi, non seulement tous les biens de Somoza ont été nationalisés, mais les banques l'ont été, le contrôle étatique sur les exportations institué, une partie des terres redistribuée ou organisées en fermes modernes appelées "coopératives agricoles sandinistes"...

Cette expropriation d'une partie de la bourgeoisie privée (toute relative puisque ce sont essentiellement les richesses de Somoza qui ont été touchées), dénote une intervention accrue de l'Etat bourgeois dans l'économie qui pourrait s'accroître pour un "retour à la normale", vues les difficultés économiques du Nicaragua.

Cependant, là n'est pas le but immédiat de la bourgeoisie au pouvoir : aujourd'hui, il lui faut avant tout désarmer la population et reconstruire une armée et une police permanentes ; veiller à ce que la radicalisation d'une partie des travailleurs qui s'est exprimée autant par le soulèvement armé, spontané des travailleurs à Managua, que par la création de multiples comités de travailleurs industriels et agricoles, d'environ 80 syndicats à Managua et sur la côte de Caribbe, s'estompe et ne porte pas un coup à la remise en marche de l'économie capitaliste nicaraguéenne.

Cette normalisation se manifeste par l'installation de structures étatiques telles que des comités de quartiers, des comités de défense sandinistes (CDI) et de l'armée populaire sandiniste (EPS), dont les animateurs sont enrôlés et rémunérés par l'Etat. Elle se manifeste aussi par une campagne contre l'extrémisme en général, dont a souffert certaines organisations d'extrême-gauche, et la réapparition de "La Prensa" de la veuve Chamorro qui d'emblée mène une campagne contre la multiplication des syndicats.

- Les leçons.

- Le gouvernement issu de la lutte anti-somoziste, et qui bénéficie encore de l'appui et des illusions d'une grande partie des travailleurs, est bourgeois et se conduira comme tel face à la classe ouvrière et aux masses laborieuses. Force est donc de constater que les travailleurs ne pourront jamais abolir l'exploitation qui pèse sur eux s'ils ne prennent pas leurs affaires en mains, pour leur propre compte.

- Les seuls résultats positifs de cette lutte contre l'ex-féroce dictature sont que le prolétariat agricole et industriel a pu s'organiser, échanger des expériences. La déstabilisation du Nicaragua et le renversement d'une féroce dictature incitera sans doute les populations d'Amérique Latine et centrale, dont la sympathie pour les insurgés est certaine, à s'inspirer de cette expérience. Cependant, si les révolutionnaires ne peuvent qu'approuver et soutenir la lutte des masses laborieuses contre leurs dictateurs, ils ne cachent pas aux travailleurs que les Sandinistes, qui ne peuvent pas s'opposer dès aujourd'hui trop ouvertement à la classe ouvrière et aux paysans pauvres, ne seront pas plus populaires ni moins exploités dans leurs actes que la hiérarchie chiite en Iran, par exemple, qui était censée représenter les classes laborieuses.

- Les révolutionnaires doivent dire clairement que pour s'émanciper réellement, les masses laborieuses devront construire leur organisation autonome, et lutter résolument contre tous les représentants du capitalisme quels qu'ils soient, et ce, jusqu'à la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

IRAN

L'impasse du nationalisme kurde

Les affrontements qui se déroulent en Iran, entre d'un côté l'armée officielle (celle construite par le Shah) et les "Gardiens de la révolution", mercenaires du régime Khomeiny de l'autre, les "Peshnargas", combattants kurdes, mettent la question kurde au premier plan de l'actualité.

A l'occasion de l'effondrement du règne des Pahlavi, les Kurdes comme d'autres minorités nationales d'Iran, - "Arabisants", Turkmènes, etc.- se sont efforcés de mettre les circonstances à profit pour s'organiser et avancer leurs revendications d'autonomie. Les Kurdes sont plus de 5 millions en Iran, essentiellement concentrés dans les régions limitrophes de l'Irak, de l'URSS et de la Turquie.

Depuis la chute du Shah, les grandes villes kurdes comme Mahabad sont donc gérées par des comités composés de nationalistes kurdes, sous l'influence du PDKI (Parti Démocratique du Kurdistan Iranien).

Pour les nouveaux maîtres de Téhéran, une telle situation est lourde de dangers. Faire des concessions aux Kurdes ne peut qu'inciter toutes les autres minorités à développer leurs propres mouvements. À terme, cela risquerait d'aboutir à l'effondrement d'un empire centralisé en Iran, un empire qui n'apparaissait comme superficiellement unifié que grâce à la poigne centralisatrice du Shah et à la férocité de son appareil de répression.

Voilà donc pourquoi Khomeiny, en tant que dirigeant bourgeois responsable et dépositaire de cet empire, n'hésite pas à employer les grands moyens contre les Kurdes.

- LES ETATS IMPERIALISTES A LA RESCousse DE KHOMEINY.

Le maintien d'un Etat centralisé et stable en Iran n'intéresse pas que la bourgeoisie iranienne. Les grandes puissances impérialistes souhaitent elles aussi le rétablissement de la stabilité en Iran, et c'est pourquoi elles se feront toutes les complices de Khomeiny, même s'il va jusqu'au génocide du Kurdistan.

L'URSS et les USA soutenaient le régime du Shah, pièce maîtresse de l'équilibre impérialiste dans la région. Aujourd'hui, les déclarations anti-américaines officielles de l'Ayatollah n'ont pas empêché les USA de négocier des livraisons d'armes à Téhéran pour appuyer l'offensive anti-kurde.

De son côté, le parti Tudeh, -PC iranien pro-soviétique -, malgré la répression dont il est l'objet, ne ménage pas son soutien au nouveau régime, et a encore dénoncé la manifestation de la Gauche à Téhéran comme 'contre-

.../...

-révolutionnaire", ce qui montre nettement où vont les sympathies du Kremlin.

Les uns comme les autres désirent en effet que le pétrole coule à nouveau le plus vite possible et que l'ordre soit rétabli quelle que soit l'étiquette du nouveau régime. Le maintien d'une longue période d'instabilité en Iran présenterait en effet de grands risques.

- L'ISOLEMENT DES KURDES.

Le peuple Kurde n'est pas seulement présent en Iran, mais en Turquie (8,5 millions), en Irak, (2,9 millions) et en URSS (300 000). C'est une des raisons qui dissuadent les différentes bourgeoisies locales de soutenir le nationalisme kurde pour leurs fins propres.

Tout succès des Kurdes risque en effet de faire tache d'huile et de se retourner contre celui qui aurait joué à l'apprenti sorcier, malgré le souci des dirigeants nationalistes du PDKI de compartimenter la lutte dans les différents Etats.

A diverses reprises, des Etats ont accordé un soutien limité aux nationalistes kurdes : l'URSS à la fin de la seconde guerre mondiale, dans l'espoir d'établir une république kurde se rattachant à l'URSS sur une partie du territoire iranien ; l'URSS également au début de la guerre des Kurdes d'Irak qui dura de 1961 à 1975, et le Shah d'Iran au cours de la dernière période de ce conflit.

Dans un cas comme dans l'autre, ce soutien fut réduit et très prudent, et les Kurdes furent lâchés par leurs alliés intéressés. Ainsi, l'accord d'Alger de 1975, signé entre le Shah, les dirigeants du Baas irakien, sous l'égide de Boumédiène, échangea les Kurdes contre la guérilla d'Oman. Aucune bourgeoisie ne semble avoir été prête à jouer véritablement la carte d'un Etat kurde indépendant.

- L'IMPASSE DU NATIONALISME KURDE.

Outre la répartition de la population sur quatre Etats différents, l'existence de langues différentes, une des autres causes de la faiblesse du nationalisme kurde est le sous-développement du pays et son absence de débouchés sur la mer. Dans une grande partie des campagnes du Kurdistan règne un système semi-féodal. Cette arriération économique explique sans doute pour beaucoup que la plupart des révoltes kurdes aient été dirigées par des féodaux comme Barzani, qui fut le chef militaire de la guerre d'Irak, et s'allia successivement à l'URSS et aux USA.

Un mouvement nationaliste bourgeois "moderne" ne s'est pas encore développé au Kurdistan, comme au Vietnam, en Algérie ou même en Palestine, et les chefs féodaux n'ont jamais été capables d'unifier et de structurer un mouvement regroupant l'ensemble des Kurdes.

C'est un tel mouvement que semble avoir l'ambition de construire la nouvelle équipe qui dirige le PDK (depuis l'échec et la mort de Barzani). Son dirigeant, Ghassemlou, qui joue un rôle de premier plan dans le Comité de gestion de la ville de Mahabad, a d'ailleurs écrit une brochure révélatrice de ses intentions. Le PDKI, qui se déclare socialiste, veut s'inspirer des mouvements vietnamiens, algériens, pour mener une lutte prolongée. (Les associations d'étudiants et de travailleurs kurdes en France se réclament d'ailleurs de Ghassemlou et du PDK dont ils diffusent les textes).

IRAN

Sur un point important, les dirigeants du PDK demeurent dans la ligne de leurs prédécesseurs, en se refusant à unifier le mouvement kurde par-delà les frontières pour éviter de mécontenter les différents États.

Il est difficile de dire si le PDK sera capable de mettre sur pied un Etat national kurde. Pour cela, il faudrait que les nationalistes kurdes fassent la preuve auprès des Etats impérialistes qu'il est impossible d'établir un ordre stable sans traiter avec eux, comme s'efforcent de le faire les nationalistes palestiniens.

Une telle démonstration ne pourrait se faire qu'au prix d'une longue et sanglante lutte aboutissant à mettre en place un nouvel Etat aussi oppressif pour les ouvriers et paysans pauvres, que les précédents.

La véritable solution, pour les masses opprimées du Kurdistan, n'est donc pas de confier leur sort aux nationalistes bourgeois qui, pas plus que leurs anciens chefs féodaux, ne mettront fin à leur misère, mais de lier leur lutte à celle de tous les opprimés et exploités de la région, et à commencer par la classe ouvrière d'Iran, qui elle aussi subit durement la dictature de Khomeiny.

- L'IMPASSE DU NATIONALISME KURDE -

Outre la répartition de la population sur quatre États différents, l'existence de langues différentes, une des autres causes de la faiblesse du nationalisme kurde est le sous-développement du pays et son absence de débouchés sur la mer. Dans une grande partie des campagnes du Kurdistan règne un système semi-féodal. Cette situation économique explique sans doute pour beaucoup que la plupart des révoltes kurdes aient été dirigées par des chefs comme Barzani, qui fut le chef militaire de la guerre d'Irak, et a'allia successivement à l'URSS et aux USA.

Un mouvement nationaliste bourgeois "moderne" ne s'est pas encore développé au Kurdistan, comme au Vietnam, en Algérie ou même en Palestine, et les chefs féodaux n'ont jamais été capables d'unifier et de structurer un mouvement regroupant l'ensemble des Kurdes.

C'est un tel mouvement que semble avoir l'ambition de constituer la nouvelle équipe qui dirige le PDK (depuis l'échec et la mort de Barzani). Rédigeant, Gassanlou, qui joue un rôle de premier plan dans le Comité de Gestion de la ville de Irbil, a d'ailleurs écrit une brochure révélatrice de ses intentions. Le PDKI, qui se déclare socialiste, veut s'inspirer des mouvements vietnamiens, algériens, par exemple, pour mener une lutte prioritaire des étudiants et de travailleurs kurdes en France se réclamant d'alliés de Gassanlou et du PDK dans les différents textes.

QUI SOMMES-NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs au pays, et dans l'immigration.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat, -solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, stalinien et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE
QUE LEURS CHAINES,
ILS ONT UN MONDE A GAGNER".

("Le Manifeste Communiste").